que et Bordeaux, ainsi que celui de la marine marchande.

Le sentiment de cette décadence se généralise à un tel point que l'on semble aspirer dans toutes les directions à une espèce de correctif par l'érection d'un port franc à côté de chaque port français.

La chambre de commerce de Paris, après avoir approfondi la question sous toutes ses faces, l'a exposée avec perspicacité dans un récent rapport qui débute en ces termes :

"Le préjudice qui est causé à notre trafic extérieur, à nos ports et à notre marine marchande par le régime protectionniste actuel est un fait malheureusement trop visible pour que les esprits clairvoyants, soucieux de l'avenir commercial de la France, n'en soient pas vivement préoccupés et inquiets."

Après avoir longuement traité et analysé la question, la chambre fait justice de toutes les illusions et résume sa manière de voir en émettant le vœu de la création de zones franches sous les réserves suivantes :

"1o Qu'elles devront être établies sur quelques points seulement du littoral, aux endroits qui répondront le mieux, géographiquement aux nécessités commerciales, industrielles et maritimes de l'ensemble du pays.

"2o Mais que, tout d'abord, et avant cette création, l'Etat accordera de nouvelles facilités aux industries de l'intérieur ;

"En développant l'usage de l'entrepôt fictif et de l'admission temporaire par une réglementation plus large et mieux appropriée aux besoins du commerce ;

"En appelant un bien plus grand nombre d'articles à profiter des avantages que doivent procurer ces deux régimes :

C'est la réfutation décisive de la supposition tout à fait imaginaire que l'on aurait enfin trouvé la panacée pouvant faire contrepoids aux conséquences fatales du protectionnisme.

Passant ensuite en revue le mouvement du commerce extérieur des autres nations, le rapport constate que :

Le commerce de la Suisse a été plus prospère encore pendant l'année 1899 que celui de 1898, dont les résultats dépassaient de loin ceux des années précédentes. Les importations ont atteint 1,103,349,000 fr. contre 1,065,305,000 fr. en 1898, et les exportations 795,921,000 fr. contre 723,826,000 fr.

Malgré les revers qu'elle a éprouvés et la perte de ses colonies, l'Espagne s'applique à se relever. Elle a cédé à l'Allemagne les Carolines,

les Palaos et ce qui lui restait des Mariannes.

La production industrielle suit une progression encourageante ; l'extraction du minerai de fer, qui était de 7,197,047 tonnes en 1898, s'est élevée à 9,234,302 tonnes en 1899. Il importe toutefois de remarquer qu'il a été exporté 8,613,137 t. contre 6,558,062 t. en 1898, comprenant donc la presque totalité du progrès de l'extraction.

Pour l'Italie la statistique démontre une amélioration continue au point de vue commercial. Nous trouvons en 1899 1,506,561,000 francs à l'entrée et 1,431,417,000 à la sortie.

Les importations ont augmenté de 93,226,000 fr. en valeurs, mais elles ont diminué en quantité.

Les exportations représentent une augmentation sur 1898 de 227,848,000 dont 105 millions par hausse de prix et 123 millions par augmentation des quantités de marchandises.

Les importations de l'Autriche-Hongrie en 1899 ont comporté 1,975,750,000 fr. contre 2,049,500,000 fr. en 1898 et les exportations 2,321,000,000 de francs contre 2,019,000,000 de francs.

Le commerce extérieur de la Russie est en croissance, mais les importations y sont en recul.

L'importation a comporté en 1899 le total de 1,908,940,225 fr. et l'exportation 1,995,496,775 fr., dans les deux sens l'Allemagne occupe le premier rang, tenu ci-devant par l'Angleterre.

L'industrie russe se développe considérablement. La somme des capitaux des sociétés en activité, qui était de 157,500,000 fr. en 1886, a atteint 5,312,500, en 1899. L'Angleterre se trouve, sur ce terrain, dans un état de grande infériorité vis à vis de l'Allemagne, de la Belgique et de la France.

L'industrie minière et métallurgique du sud de la Russie est en grande partie aux mains des Belges.

En janvier 1899, 105 entreprises belges avec un capital d'environ 340 millions fonctionnaient en Russie. Au 1er janvier 1898 ce capital n'était que de 175,673,000 fr.

(A suivre).

On confectionne une excellente pâte à rasoirs en faisant fondre et en mélangeant ensemble :

Rouge d'Angleterre.....	150 gram.
Essence de citron.....	10 "
Emeri en poudre impalpable.....	185 "
Graisse de mouton.....	160 "

Il suffit d'étendre un peu de cette pâte sur le cuir à rasoir et d'y passer plusieurs fois ce dernier pour le faire couper parfaitement.

LES ELECTIONS PROVINCIALES

Au moment d'aller sous presse, nous apprenons d'une source autorisée que le Parlement de la Province de Québec sera dissous dans les quatre jours de cette date et que les électeurs auront à élire leurs candidats à la Chambre des Députés provinciale, un mois après la dissolution.

NOTIONS DE DROIT

(Suite).

DU MARIAGE

Il est donc très important, en contractant avec une femme sous puissance de mari, de s'assurer qu'elle est autorisée par ce dernier. Cette autorisation n'est pas requise dans tous les cas. Sous ce rapport, il faut distinguer entre les différents régimes matrimoniaux. Une femme commune en biens avec son mari (c'est-à-dire qu'il s'est mariée sans contrat de mariage) n'a absolument aucune capacité pour contracter ou pour attaquer ou se défendre seule dans un procès ; c'est en ce cas, le mari qui administre les biens de la communauté, et qui seul peut les vendre, les aliéner, les hypothéquer et diriger les actions qui les concernent sans le concours de sa femme. Sous le régime de l'exclusivisme de communauté, la femme conserve la propriété de ses biens meubles et immeubles. Mais c'est encore le mari qui les administre et qui en perçoit les revenus. Sous le régime de la séparation de biens, la femme peut plaider et contracter seule, mais seulement pour ce qui regarde l'administration de ses biens. Enfin, quel que soit le régime sous lequel les époux se sont mariés, si la femme veut faire commerce, si elle veut être marchande publique, elle doit obtenir l'autorisation de son mari ; et alors, elle peut s'obliger seule pour tout ce qui concerne son négoce, et elle oblige aussi son mari s'il y a communauté entre eux. Pour résumer, la femme commune en biens ne peut, sans autorisation, ni signer, ni endosser un billet, ni collecter ses loyers, ni passer un bail, ni être obligée de payer un compte qu'elle a contracté quand bien même crédit lui serait donné à elle-même, ni vendre ses propres effets, ni faire faire des réparations à ses propriétés. Au contraire, la femme séparée de biens tant qu'il ne s'agit que de l'administration de ses biens, peut faire tous les actes ci-dessus.

Maintenant, comment se donne